

*Article 31 du Règlement*

aura privé de 280 millions de dollars la radio et la télévision publiques canadiennes. C'est scandaleux!

Comme nous sommes au point critique de l'évolution politique du Canada, il nous faut des services qui assurent une position canadienne indépendante, et ce, en anglais et en français, à l'échelle nationale et internationale, ainsi que dans le Nord. Ces compressions draconiennes nuisent à tous les Canadiens. Il est temps que les administrateurs de Radio-Canada affrontent le gouvernement et lui réclament des comptes, car de toute évidence, ils ne peuvent se fier au ministre, et je conseille à la communauté artistique d'en faire autant.

\* \* \*

[Français]

**L'AGENCE SPATIALE****L'EMPLACEMENT DE L'AGENCE**

**M. Guy St-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, suite à l'annonce de ce jour de l'honorable ministre de l'Environnement (M. L. Bouchard) et de M. Larkin Kerwin, président de l'Agence spatiale canadienne, la nouvelle Agence spatiale canadienne sera établie au Québec, dans la grande région métropolitaine de Montréal, aux environs de l'aéroport de Saint-Hubert.

L'honorable ministre de des Transports (M. B. Bouchard) déclarait hier aux médias: «Arrêtons de nous battre sur des choses qui n'ont rien à voir avec le fond du problème et faisons nos débats pour aller chercher tout ce qu'on peut pour le Québec. . . C'est un débat inutile qui diminue la qualité de nos interventions comme Québécois parce qu'on nous accuse de faire un débat de palais, alors qu'on devrait le faire porter essentiellement sur des choses relatives au Québec dans son entier.»

Monsieur le Président, qu'ils soient à Longueuil, LaVal, Saint-Hubert ou Saint-Laurent, les Québécois ont assez de bon sens pour savoir qu'ils se trouvent dans la région métropolitaine de Montréal.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ESTONIE****L'APPUI DU CANADA À LA RÉFORME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE**

**M. Jesse Flis (Parkdale—High Park):** Monsieur le Président, le 26 mars dernier, les Estoniens ont tenu leurs premières élections libres après plus d'un demi-siècle de domination soviétique.

Ces élections sont au coeur même du long combat que mène l'Estonie pour recouvrer son autonomie politique et économique et éventuellement son indépendance et sa souveraineté.

Nous sommes heureux d'accueillir aujourd'hui des membres du Front Populaire, mouvement qui est l'avant-

garde des réformes radicales qui se déroulent en Estonie et que vient de reconnaître le Kremlin.

Il est temps que le Canada renforce ses relations commerciales et économiques avec l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Au fur et à mesure que ces pays renaissent à la liberté et à l'indépendance, ils auront besoin de notre appui pour assurer leur succès politique et économique.

Le Canada devrait adopter une résolution semblable à celle que le Congrès américain a adoptée en février dernier et aux termes de laquelle il exhorte les pays en cause à dénoncer la mainmise de l'Union soviétique sur les États baltes par suite du Pacte Molotov-Ribbentrop.

\* \* \*

**LE REVENU NATIONAL****ON DEMANDE AU MINISTRE DE MENER UNE ENQUÊTE SUR LES ACTIVITÉS DE UNITED PARCEL SERVICE**

**M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap):** Monsieur le Président, la plus grande entreprise de factage en Amérique du Nord, soit United Parcel Service, a obtenu en Colombie-Britannique un permis qui lui permet d'agir à titre de courtier en douane.

Vers le 7 avril dernier, un receveur régional de Revenu Canada qui avait appris de source sûre que la conduite de cette entreprise semblait suspecte, s'est opposé au renouvellement du permis et a demandé à UPS de fournir des raisons valables pour lesquelles on ne devrait pas lui retirer son permis.

Pendant ce temps, madame la Présidente, le personnel de mon bureau pour donner suite aux inquiétudes formulées par certaines entreprises de ma circonscription, accumulait de solides preuves sur les activités de l'entreprise qui avait tendance à détourner des marchandises expédiées à des points intérieurs de déclaration en douane, vers la ville de Vancouver où est situé son propre bureau d'agence en douane.

Cette pratique non seulement contrevient aux directives explicites du destinataire, mais réduit également le volume de marchandises nécessaire aux entreprises qui desservent les routes intérieures pour réaliser des économies d'échelle et prive aussi les agents en douane d'Osoyoos de contrats qui devraient leur revenir.

L'attitude de l'entreprise UPS en Colombie-Britannique a perturbé le volume de marchandise qui normalement franchissent la frontière et a entraîné, pour les clients de la Colombie-Britannique qui attendaient leurs colis, des retards interminables tout à fait injustifiés.

J'exhorte le ministre du Revenu national (M. Jelinek) à mener une enquête approfondie sur les activités de cette entreprise domiciliée aux États-Unis, avant que son permis ne soit renouvelé.